

de Front Unique, assurer une direction effective pour généraliser les mouvements de grèves, c'est s'aliéner une partie de la bourgeoisie française. Tenir compte de la dynamique profonde du mouvement en Afrique du Nord risque d'avoir le même résultat. La politique de « l'Union Française », la politique du morcellement des grèves, ne sont que deux aspects d'une seule et même politique, celle de tentatives pour aboutir à la collaboration avec une aile de la bourgeoisie au mépris des aspirations des travailleurs et des peuples coloniaux.

Bien que Pierre Courtade dans « L'Humanité » ait affirmé le contraire, la direction du P.C.F. considère que « l'esprit de Genève » doit s'étendre aux rapports entre les bourgeois et les prolétaires, entre l'impérialisme et les peuples asservis. Et voilà pourquoi « L'Humanité » sera obligée encore plus d'une fois de dénoncer comme des « provocateurs » chaque jour plus nombreux, ceux qui ne veulent pas pratiquer la « détente » et « l'esprit de Genève » à l'égard de la bourgeoisie de leur propre pays.

R. MERLIN.

(*La Vérité des Travailleurs*, octobre 1955.)

17. Un communiqué que la Presse n'a pas publié

Les services de la D.S.T. viennent d'arrêter la camarade Simone Minguet, le camarade Raymond Bouvet, membres du Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^e Internationale) ainsi que la camarade Janine Weil, aux adresses desquels était parvenu le journal du Front de Libération National Algérien « Résistance Algérienne » posté de Belgique. L'une de ces adresses est même une adresse officielle de la revue « Quatrième Internationale », organe du Comité Exécutif International, à laquelle parviennent des publications de toutes tendances du monde entier, et dont le responsable est le camarade Pierre Frank, membre du Secrétariat de la IV^e Internationale et du Bureau Politique du P.C.I.

Ces camarades, accusés faussement d'avoir diffusé publiquement cette presse, ont été transférés devant le Tribunal Militaire et inculpés d'« entreprise de démoralisation ».

Le Bureau Politique du Parti Communiste Internationaliste élève la protestation la plus vigoureuse contre ces mesures qui, commencées avec l'arrestation de Claude Bourdet, s'étendent actuellement aux milieux de la gauche communiste du mouvement ouvrier français et aux militants des mouvements nationaux algériens dans la métropole, afin d'accroître le climat de réaction et de terreur propice au développement de la guerre totale en Algérie.

Il appelle les travailleurs de France, les membres du P.C. et du P.S., à lutter contre ces mesures qui, laissées sans riposte, ne pourraient que s'étendre bientôt à l'ensemble du mouvement ouvrier français.

*Le Bureau Politique du P.C.I., le 8 avril 1956.
(Quatrième Internationale, juin 1956.)*

La libération de Frank, Minguet, Bouvet, Weil

En ces temps de folie guerrière et de reconquête coloniale l'arbitraire devient, certes, monnaie courante. Il prend toutefois dans le cas de l'emprisonnement des militants du P.C.I., des proportions alarmantes qui ne peuvent laisser indifférente l'opinion publique ouvrière et démocratique.

La justice militaire met en prison le dirigeant d'une aile politique de la classe ouvrière et trois autres militants chevronnés, sans posséder la cause légale d'un délit caractérisé. Elle prolonge la détention de ces camarades en laissant sans réponse une demande de mise en liberté provisoire.

Il est vrai que l'inculpation « d'entreprise de démoralisation de l'armée » permet de mettre à l'ombre quiconque n'applaudit pas des deux mains à la politique gouvernementale. Appliqué à la lettre il ne resterait pas grand monde en liberté ces jours-ci. Aussi, à défaut de mesures aussi radicales, s'acharne-t-on sur les secteurs anticolonialistes et révolutionnaires de pointe.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, c'est tout le mouvement ouvrier, ce sont les libertés démocratiques essentielles qui sont menacés.

Il y a peut-être aussi une raison particulière qui s'oppose à la prompt libération de nos camarades. Il est permis de penser que M. Bourgès-Maunoury ne tient pas à l'élargissement de nos camarades, après avoir osé soutenir devant une assemblée radicale que les perquisitions lui avaient permis de saisir l'essentiel de la presse du F.L.N.

M. Bourgès-Maunoury est pris dans son propre mensonge. Relâchant les 4 militants incarcérés il oppose un démenti singulier à ses déclarations téméraires destinées à impressionner la galerie radicale.

Le tirage de notre journal est commencé au moment où nous apprenons la libération de nos camarades, dans la soirée du 9.

Nous saluons ces militants courageux qui retrouvent leur liberté et reprennent leur place dans la lutte. Nous nous réjouissons de leur retour parmi nous.

Leur détention arbitraire pendant 5 semaines n'en demeure pas moins un scandale. Ils doivent leur libération aux nombreuses protestations qu'ont soulevées leurs arrestations, au redoublement des manifestations des masses à travers le pays contre la guerre en Algérie.

La répression, loin de s'apaiser, s'accroît ces jours-ci. Nos camarades Frank et Privas sont sous le coup de nouvelles inculpations. Un instituteur vient d'être arrêté dans la Creuse par les autorités militaires. Julien Rouzier, directeur du quotidien du P.C.F. « L'Echo du Centre » est condamné à un an de prison. Ce journal est suspendu pendant quinze jours.

Il ne doit pas y avoir de relâche dans la lutte contre cette répression menée sous l'égide d'un ministère à direction socialiste. Le combat contre l'arbitraire et les atteintes aux libertés démocratiques doit être intensifié et doit trouver une forme organisée.

(*La Vérité des Travailleurs*, mai 1956.)